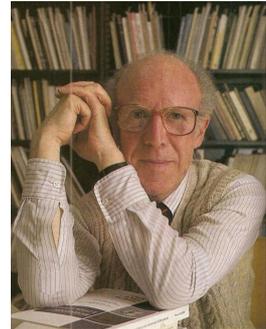


## La supériorité du libéralisme est mathématiquement démontrée

Gérard Debreu, prix Nobel d'économie, *Le Figaro Magazine*, 10 mars 1984

Pour la première fois, depuis sa création, le prix Nobel d'économie vient d'être attribué à un Français, Gérard Debreu. Mais, ce Français a choisi de vivre aux États-Unis depuis 1950. Déjà, en 1977, le Dr Roger Guillemin, également d'origine française, avait obtenu le prix Nobel de médecine au terme d'un exil comparable. Debreu n'est pas devenu citoyen américain, même si ses liens avec la France se limitent à voter quelquefois au consulat de San Francisco. Théoricien complexe, Debreu n'est pas une proie facile pour les journalistes. Il s'interdit de commenter l'actualité, n'utilise pas sa notoriété pour prendre position, même sur les polémiques économiques de notre temps. Son apport à la pensée libérale en est d'autant plus fondamental, car dans la mesure où l'on peut vulgariser une œuvre mathématique et résumer trente ans de recherches, Debreu « démontre » de manière scientifique la supériorité de l'économie de marché sur le socialisme.



**Guy Sorman. *En France, il est d'usage de considérer que les solutions économiques sont une affaire de préférence politique. L'économie y est vue comme un sujet de discussion ouvert à tous.***

Gérard Debreu. L'économie n'est pas un objet de préférence personnelle ou d'opinion politique. Les fondements de l'économie sont scientifiques et les problèmes économiques sont universels quel que soit le régime. Que le gouvernement soit communiste, socialiste ou libéral, il s'agit dans tous les cas de réunir les mêmes conditions pour la croissance : répartir au mieux les ressources naturelles, humaines, financière, gérer une immense quantité d'informations, faire en sorte que les producteurs aient envie de produire. Or, il se trouve que c'est l'économie de marché, c'est-à-dire la liberté de produire et de commercer qui, dans tous les cas, aboutit aux meilleurs résultats mathématiques. A l'inverse, je peux prouver, de manière tout aussi scientifique, comment les interventions de l'État perturbent le marché ou nuisent à la croissance.

**Le mieux qu'une économie socialiste puisse faire est de mimer une économie de marché.**

La supériorité du libéralisme est incontestable et mathématiquement démontrable, en utilisant des modèles informatiques, qui sont parfaitement maîtrisés. D'ailleurs les économistes socialistes en conviennent. L'expérience des pays socialistes est toujours de partir d'une utopie centralisatrice, qui consiste à croire que les hommes vont suivre des ordres contraires à leurs motivations profondes. Après l'échec de leurs planifications, ces gouvernements essaient d'affiner leurs méthodes, en se rapprochant de l'économie de marché, mais, en définitive, le mieux qu'une économie socialiste puisse faire, c'est de mimer une économie de marché.

***Vous souhaitez que l'on considère l'économie comme une science, un objet de recherche, mais en même temps vos travaux théoriques partent d'un certain nombre de principes qui sont des principes philosophiques. Ce n'est qu'à partir de là que vous pouvez bâtir vos équations.***

Je pars d'idées courantes, des principes les plus communément reçus par l'opinion et je tente de prouver qu'ils sont mathématiquement fondés. Cet effort théorique peut paraître quelquefois gratuit et abstrait, mais, en fait, on sous-estime beaucoup l'apport pratique de ces travaux. Quand Marcel Boiteux devient président de

l'Électricité de France et modifie les tarifs de l'électricité en fonction des heures de consommation, il introduit une révolution théorique qui, à son tour, débouche sur un profit formidable, à la fois pour E.D.F. et pour l'ensemble de la collectivité. De plus, la théorie apporte quelquefois des bouleversements imprévisibles C'est ce qui s'est passé en sciences physiques où la réflexion a précédé d'un demi-siècle la production de l'énergie nucléaire. On ne peut exclure que la réflexion théorique, en économie, débouche aussi un jour sur de nouvelles formes de croissance.

**Les hommes politiques ne sont entourés que d'économistes qui partagent leur « a priori »**

***La France est le seul pays moderne où économie soit autant dominée par le sentiment politique, et où son caractère scientifique lui soit le plus souvent dénié. Friedrich Hayek expliquait dans « le Figaro-Magazine » que notre tradition intellectuelle nous conduit à douter de l'économie de marché, parce qu'elle n'est pas cartésienne.***

La confusion entre la science économique et la politique économique vient beaucoup de la manière dont elle est enseignée en France, et surtout du lieu où elle est enseignée. Ce sont historiquement les facultés de droit qui se sont reconverties en facultés de sciences économiques et ont continué, naturellement, à mettre l'accent sur l'histoire, les institutions, la politique au détriment de la théorie, de la réflexion et de la recherche. Sciences-po et l'École nationale d'administration sont typiques de ce genre d'orientation. Les hauts fonctionnaires qui en sortent n'ont aucune formation théorique en règle générale, ce qui renforce leur conviction que l'économie est une affaire d'opinion. De la même manière, les hommes politiques ne sont entourés que d'économistes qui partagent leur *a priori* et n'ont aucune démarche scientifique. Le seul chef d'État, à ma connaissance, qui souhaitait apprendre quelque chose de ses conseillers économistes, fut John Kennedy.

***Vous vous inscrivez dans la lignée des Nobel américains d'origine étrangère. Par quel mystère les universités des États-unis parviennent-elles à attirer les chercheurs les plus brillants du monde entier ?***

J'ai quitté la France, parce que l'université de Chicago m'offrait des possibilités de recherche que je ne trouvais pas au C.N.R.S., après mon agrégation de mathématiques et mon passage par l'École normale supérieure. Le système français décourage la recherche, parce qu'il privilégie les diplômes. La préparation de l'agrégation, exercice d'école, se fait dans les années les plus productives de la vie, au détriment de tout effort de réflexion personnelle. De plus, si vous n'avez pas le diplôme requis, vous ne pouvez pas enseigner, même si vos travaux sont éminents et reconnus dans le monde entier.

**Aux États-Unis, les professeurs et les chercheurs sont condamnés à être très bons**

La carrière universitaire en France dépend aussi beaucoup du respect manifesté envers quelques mandarins, beaucoup plus que de vos travaux. Aux États-unis, c'est l'inverse, seuls les travaux comptent et pas les diplômes. Cela peut se traduire pour un professeur américain par la perte de son enseignement dans une université, mais avec la possibilité de se faire engager par une autre.

La supériorité de la recherche américaine est à 100 % le résultat de ce système ouvert, où plusieurs centaines d'universités sont en concurrence entre elles. Les professeurs et les chercheurs sont condamnés à être très bons.

***Vous êtes définitivement pessimiste pour l'enseignement et la recherche économique en France, s'il n'y a pas de décentralisation des université ?***

Je constate une renaissance de l'économie française, mais en marge de l'enseignement traditionnel. Les travaux les plus intéressants sont menés, aujourd'hui, à l'École polytechnique et à l'École des ponts et chaussées. Il y a de très grands économistes français, s'il faut en citer un, je citerais Malinvaud. Il ne fait pas, naturellement, partie de ceux qui, aux États-Unis ou en France, font des prévisions et que leurs erreurs répétées n'empêchent pas de continuer à faire des prévisions.

**Vous avez démontré la supériorité du libéralisme sur tous les autres systèmes économiques. Peut-on considérer pour autant que le libéralisme soit parfait ?**

Il reste deux grands problèmes fondamentaux qui ne sont pas résolus par les économistes libéraux. Tout d'abord, nous ne savons pas maîtriser les grandes organisations qui viennent perturber l'économie de marché, qu'il s'agisse des grandes entreprises ou des centrales syndicales. Enfin, nous ne savons pas traiter les incertitudes, en clair, nous ne savons pas prédire l'avenir.

SPÉCIAL LIBERTÉS

**Gérard Debreu**  
prix Nobel d'économie

Pour la première fois, depuis sa création, le prix Nobel d'économie vient d'être attribué à un Français, Gérard Debreu. Mais, ce Français a choisi de vivre aux États-Unis depuis 1950. Déjà, en 1977, le Dr Roger Guillemin, également d'origine française, avait obtenu le prix Nobel de médecine au terme d'un exil comparable. Debreu n'est pas devenu citoyen américain, même si ses liens avec la France se limitent à voter chaque fois au consulat de San Francisco. Théoricien complexe, Debreu n'est pas une plume facile pour les journalistes. Il s'intéresse de commenter l'actualité, n'utilise pas sa notoriété pour prendre position, même sur les polémiques économiques de notre temps. Son apport à la pensée libérale en est d'autant plus fondamental, car dans la mesure où l'on peut vulgariser une œuvre mathématique et résumer trente ans de recherches, Debreu « démontre » de manière scientifique la supériorité de l'économie de marché sur le socialisme.

□ Guy Sorman. — En France, il est d'usage de considérer que les solutions économiques sont une affaire de préférence politique. L'économie y est vue comme un sujet de discussion ouvert à tous.

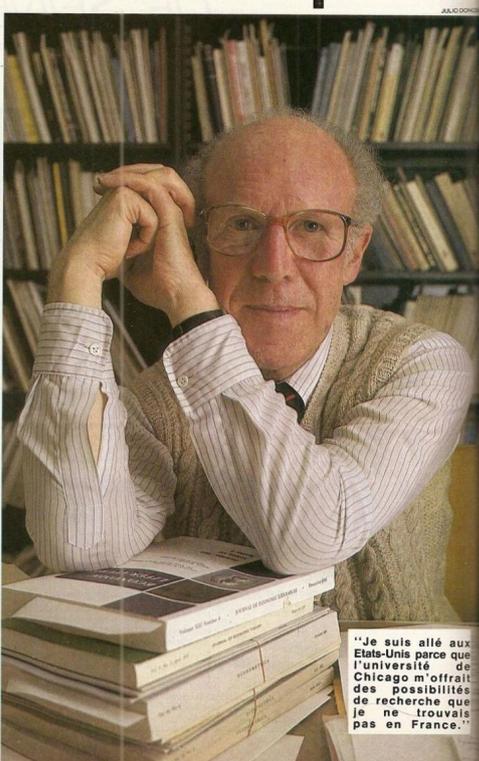
■ Gérard Debreu. — L'économie n'est pas un objet de préférence personnelle ou d'opinion politique. Les fondements de l'économie sont scientifiques et les problèmes économiques sont universels, quel que soit le régime. Que le gouvernement soit communiste, socialiste ou libéral, il s'agit dans tous les cas de réunir les mêmes conditions pour la croissance : répartir au mieux les ressources naturelles, humaines, financières, gérer une immense quantité d'informations, faire en sorte que les producteurs aient envie de produire. Or, il se trouve que c'est l'économie de marché, c'est-à-dire la liberté de produire et de commercer qui, dans tous les cas, aboutit aux meilleurs résultats mathématiques. À l'inverse, je peux prouver, de manière tout aussi scientifique, comment les interventions de l'État perturbent le marché ou nuisent à la croissance.

**Le mieux qu'une économie socialiste puisse faire est de mimer une économie de marché.**

La supériorité de l'économie libérale est indiscutable et mathématiquement démontrable, en utilisant des modèles informatiques, qui sont parfaitement maîtrisés. D'ailleurs, les économistes socialistes en conviennent. L'expérience des pays socialistes est toujours de partir d'une utopie centralisatrice, qui consiste à croire que les hommes vont suivre des ordres contraires à leurs motivations profondes. Après l'échec de leurs planifications, ces gouvernements essayent d'affiner leurs méthodes, en se rapprochant de l'économie de marché, mais, en définitive, le mieux qu'une économie socialiste puisse faire, c'est de mimer une économie de marché.

□ Vous souhaitez que l'on considère l'économie comme une science, un objet de recherche,

# "La supériorité du libéralisme est mathématiquement démontrée"



ALCORN/REUTERS

"Je suis allé aux États-Unis parce que l'université de Chicago m'offrait des possibilités de recherche que je ne trouvais pas en France."

ché, mais en même temps vos travaux théoriques parlent d'un certain nombre de principes qui sont des principes philosophiques. Ce n'est qu'à partir de là que vous pouvez bâtir vos équations.

■ Je pars d'idées courantes, des principes les plus communément reçus par l'opinion et je tente de prouver qu'ils sont mathématiquement fondés. Cet effort théorique peut paraître quelquefois gratuit et abstrait, mais, en fait, on s'entend beaucoup l'appartenance de ces travaux. Quand Marcel Boiteux devient président de l'Électricité de France et modifie les usages de l'électricité en fonction des heures de consommation, il introduit une révolution théorique qui, à son tour, débouche sur un profit formidable, à la fois pour E.D.F. et pour l'ensemble de la collectivité. De plus, la théorie apporte quelquefois des bouleversements imprévisibles. C'est ce qui s'est passé en sciences physiques où la réflexion a précédé d'un demi-siècle la production de l'énergie nucléaire. On ne peut exclure que la réflexion théorique, en économie, débouche aussi un jour sur de nouvelles formes de croissance.

**Les hommes politiques ne sont entourés que d'économistes qui partagent leur « a priori ».**

□ La France est le seul pays moderne où l'économie soit autant dominée par le sentiment politique, et où son caractère scientifique lui soit le plus souvent dénié. Friedrich Hayek expliquait dans « le Figaro-Magazine » que notre tradition intellectuelle nous conduit à douter de l'économie de marché, parce qu'elle n'est pas cartésienne.

■ La confusion entre la science économique et la politique économique vient beaucoup de la manière dont elle est enseignée en France, et surtout du lieu où elle est enseignée. Ce sont historiquement les facultés de droit qui se sont reconverties en facultés de sciences économiques et ont continué, naturellement, à mettre l'accent sur l'histoire, les institutions, la politique au détriment de la théorie, de la réflexion de la recherche. Sciences-po et l'École nationale d'administration sont typiques de ce genre d'orientation. Les hauts fonctionnaires qui en sortent n'ont aucune formation théorique en rigueur générale, ce qui renforce leur conviction que l'économie est une affaire d'opinion. De la même manière, les hommes politiques ne sont entourés que d'économistes qui partagent leur « a priori » et n'ont aucune démarche scientifique. Le seul chef d'État, à ma connaissance, qui souhaitait apprendre quelque chose de ses conseillers économistes, fut John Kennedy.

□ Vous vous inscrivez dans la lignée des Nobel américains d'origine étrangère. Par quel mystère, les universités des États-Unis parviennent-elles à attirer les chercheurs les plus brillants du monde entier ?

■ J'ai quitté la France, parce que l'université de Chicago m'offrait des possibilités de recherche

che que je ne trouvais pas au C.N.R.S., après mon agrégation de mathématiques et mon passage par l'École normale supérieure. Le système français décourage la recherche, parce qu'il privilégie les diplômes. La préparation de l'agrégation, exercice d'école, se fait dans les années les plus productives de la vie, au détriment de tout effort de réflexion personnelle. De plus, si vous n'avez pas le diplôme requis, vous ne pouvez pas enseigner, même si vos travaux sont éminents et reconnus dans le monde entier.

**Aux États-Unis, les professeurs et les chercheurs sont condamnés à être très bons.**

La carrière universitaire en France dépend aussi beaucoup du respect manifesté envers quelques mandarins, beaucoup plus que de vos travaux. Aux États-Unis, c'est l'inverse, seuls les travaux comptent et pas les diplômes. Cela peut se traduire pour un professeur américain par la perte de son enseignement dans une université, mais avec la possibilité de se faire engager par une autre.

La supériorité de la recherche américaine est à 100 % le résultat de ce système ouvert, où plusieurs centaines d'universités sont en concurrence entre elles. Les professeurs et les chercheurs sont condamnés à être très bons.

□ Vous êtes définitivement pessimiste pour l'enseignement et la recherche économique en France, s'il n'y a pas de décentralisation des universités ?

■ Je constate une renaissance de l'économie française, mais en marge de l'enseignement traditionnel. Les travaux les plus intéressants sont menés, aujourd'hui, à l'École polytechnique et à l'École des ponts et chaussées. Il y a de très grands économistes français, s'il faut en citer un, je citerais Malinvaud. Il ne fait pas, naturellement, partie de ceux qui, aux États-Unis ou en France, font des prévisions et que leurs erreurs répétées n'empêchent pas de continuer à faire des prévisions.

□ Vous avez démontré la supériorité du libéralisme sur tous les autres systèmes économiques. Peut-on considérer pour autant que le libéralisme soit parfait ?

■ Il reste deux grands problèmes fondamentaux qui ne sont pas résolus par les économistes libéraux. Tout d'abord, nous ne savons pas maîtriser les grandes organisations qui viennent perturber l'économie de marché, qu'il s'agisse des grandes entreprises ou des centrales syndicales. Enfin, nous ne savons pas traiter les incertitudes, en clair, nous ne savons pas prédire l'avenir.

Pages suivantes  
un entretien  
avec Milton Friedman

SAMEDI 10 MARS 1984